



Des Nouvelles du Conseil régional

LETTRE D'INFORMATION DES CONSEILLERS RÉGIONAUX PICARDIE - NORD PAS-DE-CALAIS

• L'ÉDITO DE PHILIPPE EYMERY •

En ce mois de septembre, nous attendons toujours de voir les premiers effets des mesures prises par l'Exécutif. Souvenons-nous de la séance du 28 janvier et de l'adoption de délibérations très médiatiques : allègement de charges pour les TPE/PME, plan d'urgence en faveur des agriculteurs... Quant à Prochemploi, j'avais dit dès janvier que c'était une opération de communication dont les chômeurs étaient les cobayes. Mon avertissement est hélas confirmé par les implacables chiffres de l'emploi. Qu'on en juge par la comparaison des statistiques de Pôle emploi au 31 décembre 2015 et au 31 juillet 2016 : la perte de 2924 chômeurs toutes catégories (A, B, C, D) cache le transfert de 2893 chômeurs de la catégorie A (chômeurs tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi) vers la catégorie D (chômeurs en stage de formation).

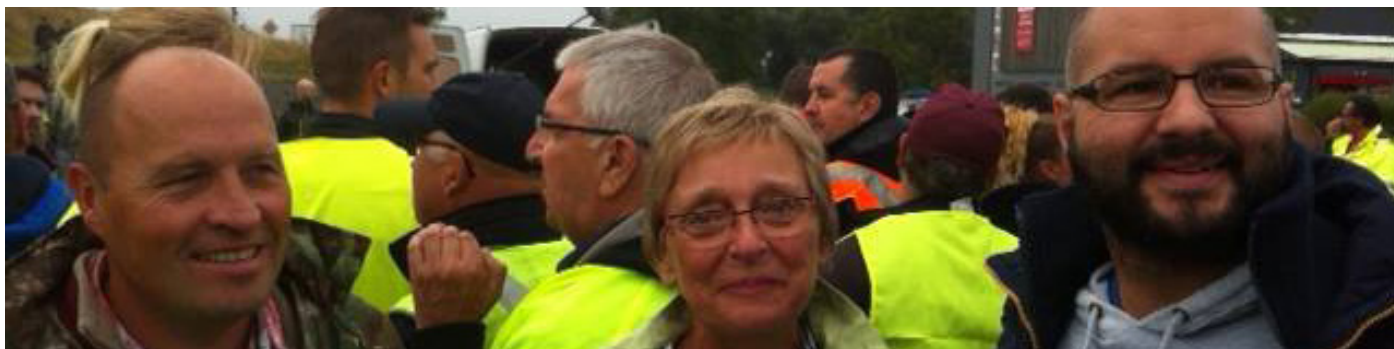
L'action de l'exécutif régional s'inscrit en parfaite continuité de l'action du Président de la république : faire baisser artificiellement la courbe du chômage par le plan 500 000 formations. Ce que Marine Le Pen appelait à Brachay «*le traitement statistique des problèmes*». Même partage des objectifs entre l'Exécutif UMP et le gouvernement socialiste concernant la submersion

migratoire. On se souvient des rodomontades du sieur Bertrand en campagne électorale «*J'irais voir Cameron (alors premier ministre britannique) le lendemain de mon élection*». Les visites à répétition sur le Calais en même temps que des mesures régionales et nationales prises pour soulager la souffrance ou calmer la colère des habitants ne s'attaquent jamais à l'essentiel : inverser les flux migratoires, retrouver le contrôle de nos frontières abandonné à l'Union européenne. C'est bien une vision politique qu'il nous faut. C'est cette vision politique que nous portons au fil des interventions, propositions d'amendements, dépôts de motion et par le projet régional*. Il n'y a pas de fatalité.

*<http://picardienordpasdecalais.com/notre-projet/>



• NOS ÉLUS SUR LE TERRAIN •



De gauche à droite : Christophe Marécaux, Marie-Christine Bourgeois, Rudy Vercucque.

Le Grand Rassemblement du Calais, collectif de commerçants calaisiens dénonçant les conséquences de l'immigration clandestine sur l'activité économique et le quotidien des habitants, organisait le 5 septembre une manifestation sur la rocade portuaire de Calais. Cet appel à manifester a permis de rassembler commerçants, routiers, syndicalistes portuaires, agriculteurs et citoyens autour d'une seule revendication : le démantèlement immédiat de la jungle de Calais. Ce rassemblement fait suite aux déclarations de M. Cazeneuve qui annonçait le 2 septembre le démantèlement du camp « par étapes ».

Accompagné de mes collègues au Conseil

régional, Marie-Christine Bourgeois et Christophe Marécaux, ainsi que de nombreux militants frontistes, je me suis rendu à cette manifestation citoyenne et pacifique. Au départ du parking du Stade de L'Épopée, un cortège de plusieurs centaines de manifestants a marché vers la voie rapide pour former une chaîne humaine sur la bande d'arrêt d'urgence. Nous avons pu constater la visite éclair de la maire de Calais et vice-présidente au Conseil régional Natacha Bouchart. La principale responsable de la situation dramatique dans cette ville n'a daigné rester qu'une petite heure le temps, bien sûr, d'être interviewée par les nombreux médias présents. En fin de journée, une

réunion entre la préfète et les représentants du rassemblement n'a malheureusement débouché sur aucune promesse concrète. Il est tout de même dramatique de constater que le gouvernement n'écoute que les casseurs et reste totalement sourd à la souffrance de nos compatriotes qui protestent avec une dignité et un sang-froid qui leur font honneur. A chaque fois que les habitants du Calais descendent dans la rue, nous, élus du Front National Rassemblement Bleu Marine, nous marcherons avec eux, car nous sommes le peuple et entendons bien rapporter leurs revendications dans les lieux de pouvoir où nous siégeons.

Rudy Vercucque



SYLVIE SAILLARD

CONSEILLÈRE RÉGIONALE CHEF DE FILE DE LA COMMISSION 8 (AFFAIRES FAMILIALES ET SOCIALES)

Bonjour Sylvie Saillard, pouvez-vous vous présenter succinctement à nos lecteurs?

Je suis née le 22 avril 1961 à Saint Quentin, et vis toujours dans cette ville où je suis pharmacienne depuis 1987. Je suis mariée, mère de 3 filles et issue d'une famille implantée à Saint Quentin depuis des générations. Mes racines expliquent mon engagement politique. Nous avons fait le choix de Saint Quentin pour bâtir notre vie et depuis 30 ans nous assistons au déclin de notre ville. J'adhère donc au Front National en 2006, je suis ensuite suppléante aux législatives de 2012 avec Yannick Lejeune. En 2014, nous montons une liste avec Yannick Lejeune lors des municipales et pour la première fois nous dépassons légèrement le PS et remportons 4 places. Le Front National rentre pour la première fois au conseil municipal de Saint Quentin. Je suis de fait conseillère municipale et communautaire. En 2014 je participe à la liste menée par Franck Briffaut pour les sénatoriales. En 2015, je suis élue conseillère régionale étant deuxième sur la liste de l'Aisne.

Vous connaissez bien Xavier Bertrand pour avoir été sa principale opposante à Saint Quentin. Comment analysez-vous l'action du nouveau président de Région?

Il n'a eu aucun projet personnel pour Saint Quentin et n'en a pas pour la Région. Il est le pantin de Bruxelles et va à la chasse aux subventions. Sa ligne politique est donc déterminée en fonction

des thématiques européennes (3ème génération industrielle, protection de l'environnement, politique de la ville qui est une manne financière pour Saint Quentin, énergie renouvelable loi NOTRe, etc...) et tout ça au détriment de l'activité économique propre de la région et du bien-être de ses concitoyens. Saint Quentin est une ville pauvre, chômage, délinquance, drogue, alcoolisme, insécurité, imposition élevée puisque 37 % des Saint-Quentinois paient l'impôt. Grand défenseur de la loi NOTRE il va entraîner la désertification économique, sociale, médicale, des services publics des campagnes et des villes éloignées de la grande métropole lilloise.

Vous êtes chef de file du groupe FN RBM à la commission 8 (Affaires familiales et sociales), et le moins qu'on puisse dire c'est que l'exécutif ne semble pas lui accorder de l'importance. Comment cela se passe?

Effectivement, un mépris total pour le bien-être et la santé de ses concitoyens. Or nous sommes une région où malheureusement l'état de santé de nos compatriotes est fortement dégradée. C'est la première fois qu'on parle de la baisse de l'espérance de vie alors que l'INSEE note un nombre de professionnels de santé suffisant. Au niveau de budget, c'est la plus petite part du budget qui est allouée à la C8 et c'est la C8 qui a subit depuis 5 ans la coupe budgétaire la plus importante (30%).

A ce jour, l'exécutif n'a aucun programme, aucune ligne politique, si

ce n'est de continuer à distribuer des subventions aux associations choisies par l'ancien exécutif PS.

Quelles sont vos principales propositions dans cette commission Affaires familiales et sociales?

Face à l'obésité, les maladies cardiovasculaires, l'alcoolisme, l'usage de stupéfiants de toute nature, les grossesses précoces, je milite pour un plan d'éducation à la santé via la télé régionale puisque celle-ci reçoit des subventions.

Quel message souhaitez-vous adresser aux habitants de la Région?

Je les invite à St Quentin pour constater le système Bertrand. Je leur dis « Ouvrez les yeux, ne soyez pas dupe ». M. Bertrand est responsable comme ses amis UMPS de la décadence de notre pays, responsable du chômage, de l'insécurité, de l'imposition et maintenant du terrorisme. Rien n'est fatalité mais volonté politique. Au Front National nous défendons l'organisation territoriale - commune - département - nation pour une répartition équitable de l'économie, des services publics au sein du territoire et au plus proche des habitants. Seule Marine Le Pen, libre et indépendante, est déterminée pour que la France retrouve sa liberté, son indépendance et sa souveraineté. »

Sylvie Saillard, merci d'avoir répondu à nos questions !

Sébastien CHENU - Vice président

« Je suis assez choqué, Monsieur le président je dois vous le dire, de votre intervention, face à ce cri du cœur d'une élue, elle-même agricultrice, qui simplement vous indique qu'il y a des priorités. Elle fait des propositions de réorientation de votre politique agricole, il n'y a rien de honteux à cela, mais surtout moi j'aimerais puisque l'on est en train de montrer du doigt ce qui se vote et ce qui ne se vote pas. Est-ce que les électeurs, est-ce que nos compatriotes sont au courant de ce qui est voté dans cette assemblée ? Est-ce qu'ils sont au courant effectivement qu'on ne peut pas faire voter d'un côté des subventions pour des bazars de créateurs vénézuéliens, une fresque hallucinatoire pour survivre en milieu zombie, des parcours de migrants, ce type de subventions, et de l'autre côté aider les agriculteurs à la hauteur de ce à quoi ils auraient le droit ? On ne peut pas faire les deux. Mais vous avez fait des choix politiques et vos électeurs ne sont peut-être pas suffisamment informés de ces choix politiques (...) cessons ou plutôt cessez de dire que c'est la faute des autres. Oui nous demandons une autre politique agricole régionale, il n'y a rien de honteux à cela et nous en sommes même plutôt fiers. »



Hortense DE MÉREUIL - Conseillère régionale

« J'étais très intéressée de lire le rapport prospectif relatif aux transports et infrastructures de transports en Nord Pas de Calais Picardie. J'ai commencé à le lire consciencieusement et puis j'allais de plus en plus vite ne trouvant pas ce que je cherchais. Je relisais le titre du rapport, une fois, deux fois, je retournais les pages, pas de chance elles n'étaient même pas imprimées en recto-verso. Et à mon grand désarroi, je n'ai pas trouvé une seule fois le mot, quel mot ! Le mot vélo ! Serait-ce un gros mot ? Pourtant le vélo est un mode de transport, il a toute sa place dans un rapport prospectif relatif aux transports et infrastructures de transports. C'est une économie à part entière, en témoignent les deux pages dans la Voix du Nord hier. Les habitants de notre Région, les lycéens, les apprentis, les salariés et même les mères de famille et les retraités, souhaitent en toute sécurité effectuer leurs déplacements par des modes de transport avec des infrastructures prévues pour se déplacer sans voiture à des prix abordables. De nombreuses familles ne peuvent plus se payer le train, 60 euros aller-retour Douai-Paris, 15 euros aller-retour Douai-Lille. Ce qui peut aussi expliquer la fraude. Quant au tourisme, nos voisins belges et néerlandais qui aiment tant pratiquer le vélo voient les routes dédiées s'arrêter à la frontière, des gares non-aménagées, les berges de nos canaux impraticables. »



Christine ENGRAND- Conseillère régionale

« Nous avons voté pour cette délibération mais nous souhaitons vous préciser qu'encore une fois nous ne traitons pas la cause, car tant que le problème des migrants ne sera pas complètement réglé, nous verserons à fond perdu de l'argent public. Vous pourrez à chaque séance plénière nous demander d'aider la ville de Calais, une fois pour les commerçants, une autre fois pour la filière restauration, aujourd'hui pour les entreprises de la Communauté de Communes, or ces commerçants, ces entrepreneurs, ne demandent l'aumône, mais ils souhaitent que Calais redevienne une ville attrayante, attirant un flux de touristes et d'activité comme c'était le cas par le passé. Le Front National Rassemblement Bleu Marine demande que le problème des migrants soit réglé définitivement en rétablissant le contrôle de nos frontières et en révisant notre droit sur la régularisation des clandestins. En agissant ainsi, nous lutterons contre le fléau de l'immigration clandestine qui nous coûte tant en occupation des forces de l'ordre, en obstruction de la justice et en financement public. »



Paul-Henry HANSEN-CATTA - Vice président

« Monsieur le président, pour vous expliquer pourquoi nous voterons contre ce logo, il y a un élément qui doit être porté à la connaissance de l'ensemble de nos collègues. Vous aviez dit lors du choix du nom, que bien entendu l'identité picarde et du Nord Pas de Calais continueraient à figurer en sous-titres, en baseline, de l'intitulé de la nouvelle Région. C'était une façon de rappeler notre appartenance historique et géographique (...) il fut décidé par vous, avec l'appui d'une partie du jury, qu'on supprimerait la mention Nord Pas de Calais Picardie (...) nous y voyons là de façon très nette, quelque chose déjà perçu dans le choix du nom Hauts de France, quelque chose qui s'apparente au déracinement et une volonté très claire, presque jacobine si l'on peut dire, d'effacer le nom. »



• LU DANS LA PRESSE •

Dailynord (08/07/2016)

Philippe Eymery, le chef du groupe FN, Xavier Bertrand et Gérard Darmanin ont rompu quelques lances. Aucun ne veut laisser celui d'en face prendre l'ascendant. "Les élus sont des écorchés vifs", nous disait cette semaine un ancien conseiller régional. Tout juste. Même Xavier Bertrand reprendra à plusieurs occasions un Gérard Darmanin parfois trop enthousiaste surtout quand il faut donner la réplique – de là à observer que la primaire à droite* les sépare quelque peu...

L'Union (23/08/2016)

La promesse de campagne d'octobre 2015 : «*Je m'engage, élu en décembre à la tête de la région, à ce que pour septembre 2016 nous ayons remis en activité, nous ayons redonné un travail à 60 000 chômeurs dans la région.*» Du côté de l'opposition Front national, la seule à la Région, on ose à peine se gausser. «*La situation économique de notre grande région ne peut échapper à la crise nationale et européenne de l'emploi. Xavier Bertrand a cru que devenir patron de la région lui permettrait d'acquérir des leviers. Or, pour créer de l'emploi, il faut une dynamique économique qui dépasse les compétences d'un président de Région*», commente Paul-Henry Hansen-Catta, conseil régional frontiste de l'Aisne. «*Faire croire aux électeurs qu'avec un coup de baguette magique, il allait changer la situation en quelques mois alors qu'il faut inverser des fondamentaux, un cap tenu par son camp depuis 40 ans* »

Au-delà du chiffre des 60 000 personnes ayant retrouvé un emploi, c'est aussi l'action de «*Proch'Emploi*» le dispositif lancé en début de mandat par la Région en janvier dernier. «*Proch'emploi propose des formations, pas des emplois. C'est le point commun entre Xavier Bertrand et François Hollande*», assimile l'élu FN.

France 3 Nord – Pas de Calais (08/07/2016)

Le Front National a voté contre ce nouveau logo regrettant notamment que la mention «*Nord Pas-de-Calais Picardie*» n'apparaisse pas sur le logo choisi et que la Corse ne soit pas dessiné.

Le Courrier Picard (01/08/2016)

Alors qu'elle se tenait pour son dernier jour à la mairie du Crotoy, l'exposition itinérante sur le projet de parc éolien en mer (au large des côtes picarde et normande) d'Engie (ex-GDF-Suez) a fait l'objet, mercredi 31 août, peu avant midi, d'une conférence de presse du Front national. Le parti a invité Georges Clément, président de l'association Scopa (Sauvegarde des côtes d'Opale, picarde et d'Albâtre), de Mers-les-Bains, à y participer.

Patricia Chagnon, conseillère régionale et élue FN d'Abbeville, Éric Richermoz, conseiller régional FN et secrétaire départemental du parti pour la Somme, ont expliqué, devant l'hôtel de ville, leur opposition, non seulement au projet en soi, mais aussi au fait que cette exposition se tienne «*sous Marianne*», comme l'a indiqué Patricia Chagnon. La polémique ne date pas d'hier. Patricia Chagnon a écrit, en août, à Jeanine Bourgau, maire (divers gauche) du Crotoy, pour protester. La maire avait répondu que, bien que la commune du Crotoy soit opposée au projet, elle «*ne peut pratiquer aucune censure que ce soit*». Argument rejeté par Georges Clément (Scopa) : «*Il est normal qu'il y ait des expositions sur ce projet, mais ce qui est anormal, c'est qu'elle soit accueillie en mairie. Ce n'est pas une question de censure, la mairie n'a pas à prêter ses locaux.* »

«*Les opposants auraient pu être invités à présenter une exposition dans la mairie pour donner leur point de vue*», a ajouté Patricia Chagnon. Et Éric Richermoz d'insister sur «*le rapport de forces inégal entre le géant Engie, d'un côté, et les associations d'opposants, de l'autre*». «*Engie a les moyens financiers pour le marketing de ce projet, les opposants n'en ont pas, mais la mairie du Crotoy ouvre ses portes au puissant*», a-t-il déclaré en substance. Revenant sur le débat public, en 2015, qui a permis à tous ceux qui le voulaient, de s'exprimer, il a fustigé «*une consultation ridicule, où les avis de tout le monde ont été pris en compte, sauf ceux des citoyens* » opposés au projet.

Contact

Groupe Front National Rassemblement Bleu Marine
PICARDIE NORD PAS-DE-CALAIS

Tél: **03 28 82 56 91**

151 Boulevard du Président Hoover
59000 Lille

E-mail : fn.npdcp@yahoo.fr

www.picardienordpasdecals.com

Rédacteur en chef : Antoine MAILLET



Flashez le QR code pour accéder directement à notre site internet